Arrêté levant l’interdiction temporaire de la pêche, du ramassage, du transport, de la purification, de l’expédition, du stockage, de la distribution, de la commercialisation et de la mise à la consommation humaine de tous coquillages, à l’exception des huîtres, et portant restrictions à l’utilisation de l’eau de mer en provenance de la baie de Lannion - partie costarmoricaine

Le Préfet des Côtes-d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant les procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires notamment son article 19 ;

Vu le règlement (CE) n° 853/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant les règles spécifiques d’hygiène applicables aux denrées alimentaires d’origine animale ;

Vu le règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du conseil du 21 octobre 2009 établissant les règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n° 1774/2002 (règlement relatif aux sous-produits animaux) ;

Vu le règlement n°625/2017 du 15 mars 2017 du Parlement européen et du Conseil concernant les contrôles officiels et les autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation alimentaire et de la législation relative aux aliments pour animaux ainsi que des règles relatives à la santé et au bien-être des animaux, à la santé des végétaux et aux produits phytopharmaceutiques ;

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment les articles L.232-1 et R.231-35 à R.231-59 ;

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L.1311-1, L.1311-2 et L.1311-4 ;

Vu le décret n° 84-428 du 05 juin 1984 modifié relatif à la création, à l’organisation et au fonctionnement de l’institut français de recherche pour exploitation de la mer (Ifremer) ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l’organisation et à l’action des services de l’État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 30 mars 2022 portant nomination de M. Stéphane ROUVÉ, Préfet des Côtes d’Armor ;

Vu l’arrêté ministériel du 6 novembre 2013 fixant les conditions sanitaires de transfert et de traçabilité des coquillages vivants ;

Vu l’arrêté ministériel du 6 novembre 2013 relatif au classement, à la surveillance et à la gestion des zones de production et des zones de reparcage des coquillages vivants ;

Vu l’arrêté du 28 juillet 2021 du préfet des Côtes-d’Armor portant classement de salubrité des zones de production des coquillages vivants et des zones de reparcage dans le département des Côtes-d’Armor ;

Vu l’arrêté du 21 octobre 2022 du préfet des Côtes-d’Armor portant interdiction temporaire de la pêche, du ramassage, du transport, de la purification, de l’expédition, du stockage, de la distribution, de la commercialisation et de la mise à la consommation humaine de tous coquillages, à l’exception des huîtres, et portant restrictions à l’utilisation de l’eau de mer en provenance de la baie de Lannion - partie costarmoricaire ;

Vu l’arrêté du 28 octobre 2022 du préfet des Côtes-d’Armor levant partiellement l’arrêté portant interdiction temporaire de la pêche, du ramassage, du transport, de la purification, de l’expédition, du stockage, de la distribution, de la commercialisation et de la mise à la consommation humaine de tous coquillages, à l’exception des huîtres, et portant restrictions à l’utilisation de l’eau de mer en provenance de la baie de Lannion - partie costarmoricaire ;

Vu les résultats des analyses effectuées dans le cadre du réseau de surveillance REPHY / REPHTOX sur des moules prélevées le 10 et le 14 novembre 2022 ;

Vu l’avis de l’Agence Régionale de la Santé en date du 18 novembre 2022 ;

Vu l’avis d’IFREMER en date du 18 novembre 2022 ;

Vu l’avis de la direction départementale de la protection des populations en date du 18 novembre 2022 ;

Considérant que les résultats des analyses effectuées par Labocea sur des moules prélevées le 10 et le 14 novembre 2022 dans la Baie de Lannion (point 032-P-072), avec une présence de toxines lipophiles à un niveau inférieur au seuil sanitaire réglementaire fixé à 160 μg/kg de chair totale par le règlement (CE) n°853/2004, démontrent l’absence de toxicité des coquillages de la zone ;

Considérant que ces derniers résultats permettent de lever les mesures d’interdiction et de restriction définies par l’arrêté du 21 octobre 2022 du préfet des Côtes-d’Armor susvisé ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires et de la mer ;
ARRÊTE :

Article 1° : L’arrêté préfectoral du 21 octobre 2022 modifié portant interdiction temporaire de la pêche, du ramassage, du transport, de la purification, de l’expédition, du stockage, de la distribution, de la commercialisation et de la mise à la consommation humaine de tous coquillages, à l’exception des huîtres, et portant restrictions à l’utilisation de l’eau de mer en provenance de la baie de Lannion - partie costarmoricaine est abrogé.


L’information des professionnels est assurée par le comité régional de la conchyliculture et par le comité départemental des pêches maritimes et des élevages marins des Côtes-d’Armor.

Article 3 : Le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours dans un délai de deux mois devant le tribunal administratif de Rennes. La requête peut être adressée par voie électronique par le biais de l’application « télérecours citoyen » accessible depuis le site www.telerecours.fr.


Saint-Brieuc, le 18 novembre 2022

Le préfet,

Stéphane ROUVÉ